

La génération perdue des diplômé.es chinois.es

mercredi 30 juillet 2025, par [FERRARIO Andrea](#)

Des millions de jeunes chinois.es découvrent que même l'excellence académique ne garantit plus un avenir stable. Une génération entière trompée par les promesses et poussée vers la précarité

Sommaire

- [À l'intérieur ou à l'extérieur](#)
- [Le business de l'angoisse](#)
- [Diplôme et précarité dans \(...\)](#)
- [Vers une nouvelle grammaire de](#)

À une époque où la croissance semblait infinie et l'avenir assuré en Chine, l'enseignement supérieur représentait la promesse majeure de mobilité individuelle. Il suffisait de s'investir, de réussir le redoutable examen d'entrée et d'obtenir une place dans l'une des meilleures universités pour se faire une place dans le monde. Aujourd'hui, cette promesse s'est effritée sous le poids des attentes qu'elle avait nourries. Les diplômés des universités considérées comme élitistes en Chine, soutenues par des programmes publics tels que les programmes 985 et 211, autrefois considérés comme des sésames pour entrer dans le monde professionnel, ont perdu de leur éclat. Les jeunes nés après 2000, souvent les premiers diplômés de leur famille, se retrouvent piégés dans un système qui ne récompense plus ni le mérite ni la persévérance. Crystal, une ancienne étudiante de Pékin, témoigne de cette désillusion. Malgré un parcours universitaire impeccable et plusieurs stages dans des entreprises de renom, elle s'est vue contrainte de poursuivre ses études avec un master pour rester compétitive. Comme le rapporte le *Washington Post*, son cas n'est pas une exception : il est désormais courant que, même pour obtenir un simple entretien, il faille passer par un master, souvent obtenu non par passion, mais par désespoir.

La course aux diplômés a ainsi transformé les universités en salles d'attente surpeuplées, où les études finissent par fonctionner comme une suspension prolongée de l'entrée dans la vie adulte. À l'université Tsinghua, le nombre de diplômé.e.s poursuivant leurs études dans des établissements chinois est passé de 54 % en 2013 à 66 % en 2022, et il en va de même pour Pékin et Fudan. Dans ce contexte, les jeunes accumulent non seulement des diplômes, mais aussi de l'incertitude. Comme dans une grande partie de l'Europe, ce ne sont plus ceux qui ont le mieux étudié qui sont récompensés, mais ceux qui ont su résister le plus longtemps dans le circuit des concours, des tests et des stages non rémunérés.

Cette dynamique engendre un sentiment général de désenchantement. Les parents eux-mêmes, qui avaient toujours défendu la valeur du mérite, commencent à remettre ce principe en question. Et leurs enfants, à leur tour, se posent des questions radicales : est-il encore utile d'investir des années d'études et d'espoirs pour se retrouver dans une situation pire que celle de la génération précédente ?

Ceux qui ont fait leurs études dans les grands centres urbains aspiraient à des postes bien rémunérés, dans des environnements dynamiques, compatibles avec une certaine idée de l'épanouissement personnel. Mais la réalité est faite de petits boulots précaires, d'horaires interminables et de salaires compressés, souvent accompagnés d'un coût de la vie insoutenable. Zhang Shirui, employé à Shanghai, explique à Tencent News que son salaire se réduit à quelques centaines de yuans une fois les dépenses fixes payées, et que ce n'est que grâce à un dortoir d'entreprise qu'il ne se retrouve pas dans un sous-sol. Loin des grandes villes, la situation n'est pas meilleure. Li Hao, diplômé d'une des universités les plus prestigieuses, connue sous le nom de C9, enseigne les mathématiques dans un établissement privé de Xiangyang et estime que, sans l'aide de sa famille, il lui faudrait une décennie pour économiser un acompte pour acheter une maison. L'excellence académique ne protège plus, et la promesse de « monter en grade » grâce à l'éducation ne résiste pas à l'épreuve de la vie adulte.

À l'intérieur ou à l'extérieur du système : aucun choix n'est sûr

Dans le contexte d'un marché privé instable, de plus en plus de jeunes diplômé.e.s cherchent refuge dans le secteur public, poussé.e.s non pas tant par une vocation que par la recherche d'un salaire régulier, de congés payés et d'une forme de reconnaissance sociale encore très présente dans les familles. Mais entrer dans ce qu'on appelle en Chine « le système », c'est-à-dire l'ensemble des postes de la fonction publique dans l'enseignement et la bureaucratie centrale ou locale, s'avère être un parcours semé d'embûches et de désillusions. Shen Xu, professeure dans un lycée du Fujian, raconte, toujours à *Tencent News*, son quotidien épuisant, entre maladies professionnelles, heures supplémentaires non rémunérées et pressions familiales des élèves. Malgré un statut perçu comme respectable, le métier d'enseignante devient une tâche ardue et opaque, aggravée par des tâches administratives imposées et une rémunération peu transparente, avec des montants variables et difficiles à prévoir. Même dans les moments les plus critiques, l'idée de démissionner reste irréalisable : les pénalités contractuelles, les attentes familiales et l'absence d'alternatives réelles maintiennent de nombreux jeunes dans des postes qui ne les valorisent pas et qui épuisent lentement leur énergie.

Dans certains cas, le lien forcé entre formation et travail a des conséquences bien plus graves. Dans un cas rapporté par le journal chinois *Sohu*, six étudiants se sont noyés lors d'une formation organisée par une entreprise minière, alors qu'ils étaient officiellement en stage. Cette formation, obligatoire pour l'obtention du diplôme, s'est avérée être une activité sans véritable encadrement et comportant des risques que personne n'a pris la peine de prévenir. Ce fait a suscité l'indignation, mais aussi un sentiment d'impuissance, car il reflète une banalisation du danger sous le couvert de l'insertion professionnelle.

Même les carrières dans la fonction publique ne garantissent pas la stabilité espérée. La préparation aux examens pour accéder à des emplois dans l'administration, considérée comme la seule véritable issue pour de nombreux jeunes diplômés, exige un isolement prolongé, des sacrifices économiques et des renoncements affectifs. Deng Wen, ancienne stagiaire dans une multinationale, a passé plus d'un an à préparer des épreuves, à suivre des cours privés et à faire face au sentiment d'être en suspens tandis que ses camarades avançaient. Quand elle a enfin réussi un concours, explique-t-elle à *Tencent News*, elle a été envoyée dans un endroit reculé, où le milieu de travail, où elle était entourée de collègues beaucoup plus âgés, lui a fait ressentir encore plus le fossé qui la séparait de la vie qu'elle avait imaginée. La promesse implicite d'une future mobilité vers de meilleurs postes reste, pour l'instant, lettre morte. Le

sentiment général est que « sortir du tunnel » signifie simplement entrer dans un autre tunnel, où l'on avance plus lentement, mais où l'on étouffe tout autant.

Il y a aussi ceux et celles qui tentent de retourner dans le secteur privé après avoir renoncé à leur rêve d'un emploi stable. Mais les conditions ne sont plus les mêmes qu'au départ. Jiang Fei, après avoir quitté une entreprise pour se consacrer à plein temps à la préparation des examens publics, s'est retrouvée sans emploi et sans garanties. Ses tentatives répétées pour réussir les épreuves n'ont pas abouti et elle n'a plus d'argent. Elle s'apprête maintenant à renvoyer son CV, consciente qu'elle devra accepter n'importe quel poste pour retrouver un revenu. Son histoire témoigne d'une dynamique répandue, où l'incertitude se prolonge bien au-delà du diplôme et où les stratégies individuelles pour échapper à la précarité tendent à s'inscrire dans un cercle vicieux, où chaque choix a un coût croissant et où aucune voie ne semble vraiment praticable jusqu'au bout.

Le business de l'angoisse

Dans un marché du travail déséquilibré, où l'offre dépasse largement la demande et où les exigences se multiplient, un espace s'est ouvert pour des pratiques opaques qui spéculent sur la vulnérabilité des plus jeunes. De plus en plus de jeunes diplômé.e.s, angoissé.e.s par le risque d'être exclu.e.s, se retrouvent pris dans les mailles des agences de placement qui promettent des emplois garantis contre le paiement de sommes considérables. Dans une enquête publiée par *Sohu*, une jeune diplômée, Xiao Feng, a raconté avoir versé 65 000 yuans (environ 9 000 dollars) à une agence pour obtenir un emploi dans une entreprise publique. Après des semaines d'attente et l'absence de tout entretien, elle a demandé le remboursement prévu par le contrat, mais n'a obtenu que des reports successifs et finalement un remboursement partiel. Pour obtenir la totalité de la somme, elle a dû faire appel aux autorités locales et à une émission de télévision dénonçant ces abus. Son cas n'est pas isolé : la pratique des « recommandations internes payantes » s'est répandue comme l'expression cynique d'un marché où toute promesse d'accès semble monnayable.

L'existence d'un marché parallèle, fondé sur l'illusion d'un accès rapide à l'emploi, montre à quel point le sentiment de désorientation est profond au sein d'une génération qui ne trouve pas de repères. L'angoisse de « rester à la traîne » et la comparaison constante avec les pairs transforment la recherche d'un emploi en une expérience de précarité psychologique autant que matérielle. Ce sont souvent les jeunes issus de familles modestes qui paient le prix le plus élevé, s'endettant ou épuisant leurs économies pour tenter de prendre un raccourci. En ce sens, le désespoir lié à l'emploi alimente de nouvelles formes d'inégalité, dans lesquelles le capital économique se traduit également par un accès privilégié à des informations fiables, à des réseaux personnels solides et à la possibilité de gagner du temps sans compromettre son parcours.

Dans l'ensemble, l'explosion des escroqueries et des faux intermédiaires témoigne de l'échec d'une réglementation publique appropriée du marché du travail des jeunes. La faiblesse des canaux institutionnels et l'inefficacité des services d'orientation ouvrent la voie à des formes d'exploitation déguisées en opportunités. Le système scolaire, bien qu'il produise des millions de diplômé.e.s chaque année, ne fournit pas d'outils pour s'orienter de manière réaliste dans la complexité de la transition vers le monde du travail. Et l'État, bien qu'il déclare son intention de soutenir l'emploi des jeunes, n'intervient souvent qu'une fois que le mal est fait. Dans ce vide juridique et informationnel, la recherche d'un premier emploi se transforme en un

parcours d'obstacles où chaque pas peut cacher une tromperie, et où l'anxiété elle-même devient une marchandise à échanger.

Diplôme et précarité dans une économie en mutation

Derrière la crise de l'emploi des jeunes diplômé.e.s, on perçoit la fragilité structurelle d'une économie en grande difficulté, marquée par le ralentissement de la croissance, la crise prolongée du secteur immobilier et des relations internationales de plus en plus instables. L'expansion de la formation dans le secteur tertiaire, accélérée pendant les années de pandémie, a produit une masse croissante de diplômé.e.s qui arrivent sur le marché au moment même où les entreprises privées, en particulier dans les secteurs de la technologie et des services, réduisent leurs embauches ou relèvent le niveau des exigences. Comme le raconte un jeune interrogé par *Nikkei Asia*, il a fallu envoyer trois cents candidatures avant d'obtenir une proposition concrète, et ce pour un emploi loin de son domaine de spécialisation. L'augmentation du niveau de qualification de la main-d'œuvre ne se traduit pas par des débouchés réels, et le fossé entre formation et emploi crée une fracture qui affecte à la fois le travail et les projets personnels.

Les difficultés rencontrées par les jeunes trouvent leur origine dans un effondrement structurel du modèle de développement, qui va au-delà d'un simple phénomène conjoncturel. Le secteur immobilier, qui a été pendant des années le moteur de la croissance et de l'emploi, est en crise profonde. Le commerce international est freiné par les droits de douane et les incertitudes réglementaires, notamment dans les relations avec les États-Unis. Les entreprises exportatrices, comme le rapportent les chroniques de Yiwu, se tournent vers des marchés alternatifs, réduisant leurs effectifs dans leur pays d'origine ou suspendant les embauches. Ce sont les jeunes diplômé.e.s, perçu.e.s comme peu expérimenté.e.s et facilement sacrificiables, qui en font les frais. Dans une économie qui tend à récompenser la flexibilité et à minimiser les coûts de formation, l'investissement dans la nouvelle main-d'œuvre est considéré comme un risque plutôt que comme une ressource.

Pour compliquer le tableau, de nombreux étudiants suivant des filières techniques prennent de plus en plus conscience que le diplôme n'est plus une garantie de réussite. Dans de nombreux cas, il ne sert qu'à repousser une réalité déjà connue, confirmant que le discours sur le « saut » éducatif risque davantage de tromper que d'émanciper.

La réponse institutionnelle à cette crise est ambiguë. D'une part, le gouvernement a temporairement suspendu la publication des données sur le chômage des jeunes, avant de les réintroduire sous une forme partielle et en réorganisant les tranches d'âge. D'autre part, les politiques publiques se concentrent davantage sur la gestion des chiffres que sur la qualité des débouchés offerts. Les salons de l'emploi organisés dans les villes de province, qui accueillent des centaines d'entreprises et organisent des ateliers de rédaction de CV, témoignent d'une activité frénétique, mais souvent symbolique. Les postes proposés sont pour la plupart peu qualifiés, mal rémunérés ou peu en adéquation avec les parcours de formation. Le risque est d'alimenter un discours officiel de reprise, derrière lequel se cache une insécurité professionnelle croissante et une érosion de la valeur du savoir.

La précarité professionnelle n'est pas seulement un problème économique, elle se répercute directement sur le plan démographique et social. La possibilité de construire une vie autonome et de projeter son avenir est reportée indéfiniment. Conscients de l'impossibilité d'accéder à une stabilité économique, de nombreux jeunes renoncent au mariage, à la

parentalité et même à résider dans les villes où ils ont fait leurs études. Le chômage des jeunes rompt les liens entre les générations, modifie la répartition de la population et alimente un sentiment de stagnation collective. Il s'agit de quelque chose de plus qu'une transition complexe vers l'âge adulte, qui marque plutôt une rupture historique, un moment où la promesse d'une amélioration constante cesse d'être valable. Et dans ce vide, l'idée que le travail, tel qu'il a été conçu jusqu'à présent, ne peut plus constituer le fondement de la dignité individuelle fait son chemin.

▬ Vers une nouvelle grammaire de la vie

En l'absence de repères solides, de nombreux jeunes commencent à chercher ailleurs des réponses plus réalisables. Leurs choix s'articulent autour de stratégies minimales, quotidiennes, qui révèlent une profonde rupture avec les modèles dominants. Le désir d'avancement s'accompagne d'une recherche d'équilibre, la course à la compétition cède la place à des exigences en matière de temps, de bien-être et de protection. Il s'agit là de tenter de rester à flot sans renoncer à soi-même. Les réponses qui émergent prennent des formes individuelles, souvent silencieuses, qui indiquent une volonté d'échapper à la logique de l'efficacité et de la compétition, loin des expressions les plus spectaculaires ou collectives. Certaines personnes quittent les grandes villes et préfèrent rester en périphérie, d'autres refusent le temps plein et choisissent des emplois qui n'impliquent pas de fidélité à l'entreprise. D'autres prolongent leurs études, non pas pour acquérir de nouvelles compétences, mais pour éviter tout contact avec un monde extérieur perçu comme hostile ou inutile.

Dans ce contexte fragmenté, de nombreux jeunes diplômés se retrouvent, peut-être pour la première fois, à s'interroger sur le sens même de l'idée de « se réaliser ». Il ne s'agit pas seulement d'une réaction à la crise de l'emploi mais d'une forme embryonnaire de réorientation culturelle. Le temps libre, le corps, les relations et la santé mentale prennent une place centrale en tant qu'espaces à cultiver consciemment, tandis que la dignité se construit dans la possibilité de préserver un noyau d'autonomie subjective, et non dans la course à un statut reconnu.

Cela ne signifie pas que ces choix soient exempts de contradictions. La précarité persiste, les inégalités se renforcent, les pressions familiales et sociales continuent d'exercer leur influence. Beaucoup se retrouvent pris au piège entre le désir de s'échapper et la nécessité de survivre. Les solutions individuelles n'offrent pas toujours des perspectives durables, et le risque d'isolement est réel. Cependant, dans ce paysage fragmenté, on sent une tension sous-jacente qui a son propre élan, celui d'une génération qui, même sans certitudes, refuse d'accepter que l'existence se réduise à la seule performance. Dans la somme des renoncements et des déviations, une opposition potentielle se profile. C'est peut-être dans cette insubordination tacite que se cache le signal le plus important. Les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi traditionnel cherchent simplement une autre façon d'être au monde. Il ne s'agit certainement pas d'une révolution, mais d'une lente désolidarisation qui coule sous la surface de la société chinoise et qui, avec le temps, pourrait avoir un impact plus profond.

Andrea Ferrario

SOURCES UTILISÉES : Washington Post, Tencent News, Nikkei Asia, Sohu, South China Morning Post, BBC, Huxiu, Sixth Tone

P.-S.

- Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepLpro.